

APL

ouest information

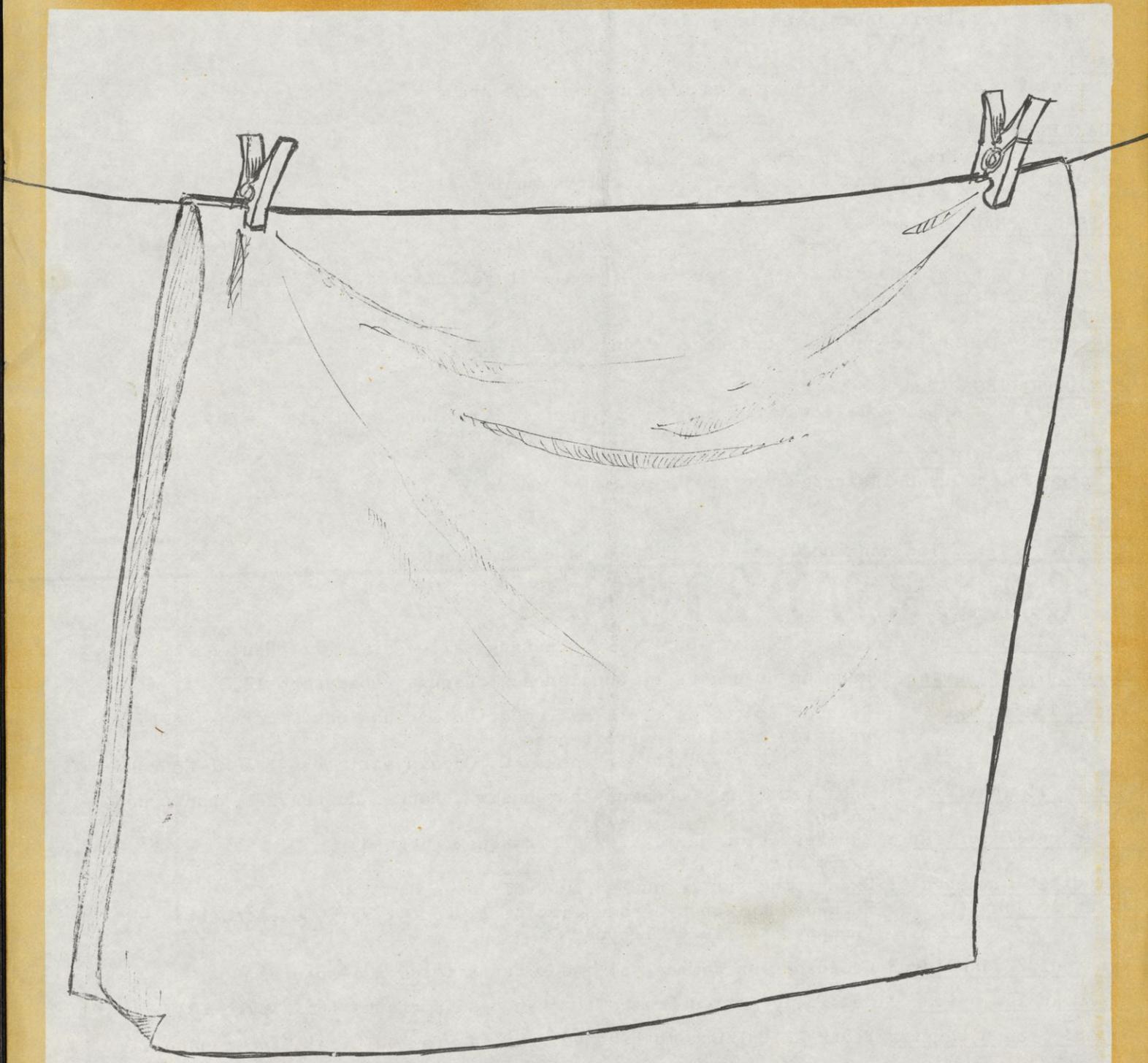


n° 169

2F

JANVIER

1977



SEMAINE DU BLANC : 2 APL POUR LE PRIX DE 3

SOMMAIRE

OUVRIERS

- page 2 : Fermeture de l'usine DUBO : 192 licenciements
page 3 : Big Chief (Vendée) : elles sont 229 pour la grève illimitée

PAYSANS

- pages 4/5: Producteurs de génisses : nous voulons un financement adapté
pages 6/7: Sessions de formation et de recherche

NUCLEAIRE

- page 8 : Trois jours pour le nucléaire

SANTE

- page 9 : S.M.G. : pourquoi nous n'avons pas fait grève

QUARTIERS

- page 10 : Francs et Franches camarades
page 11 : Culture et Liberté et les élections municipales

INTERNATIONAL

- page 12 : Basques à l'Ile d'Yeu - manifestation
page 13 : Gala de soutien aux peuples Libanais et Palestinien

HANDICAPES

- page 14 : Lettre ouverte au directeur du cinéma l'Apollo"

MUNICIPALITES

- page 15 : Appel à la constitution d'un collectif d'action municipale

POUBELLE DE L'HISTOIRE

- page 16 : Quand l'extrême droite juge Saint-Nazaire

CINEMA

- page 16 : Fritz Lang et Jean-Luc Godard à la cinémathèque

CALENDRIER

Mardi 11 janvier : Cinéma : "les espions" de Fritz Lang salle Vasse à 21 Heures

Mercredi 12 janvier : Réunion du comité de soutien aux Basques (voir page 12)

Jeudi 13 janvier : Réunion du comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie (voir page 13)
Cinéma : "Le gai savoir" de J. C. Godard salle Vasse à 21 Heures

Samedi 15 janvier : Débat et film "Condamnés à réussir", Bourse du travail, rue Arsène
: Leloup, à 20H30 (C.R.I.N.)

Dimanche 16 janvier : Manifestation de soutien aux Basques (page 8)
: Forum sur le nucléaire (page 8)

Samedi et Dimanche 15 et 16 janvier : Exposition sur le nucléaire (voir page 8)
: Week-end du Centre Protestant de l'Ouest (79370 Belles/Belles
"La psychiatrie italienne"

Vendredi 22 janvier : Coordination Femmes salle des Bernadières à 14 heures

Du 10 au 15 janvier : Semaine d'action Francs et Franches Camarades (voir page 10)

Samedi 5 et 6 février : Stage "Culture et Liberté" sur la vie municipale (voir page 11)

FERMETURE DE L'USINE DUBO (SEMELLES DE CHAUSSURES)

DUBO, vieille entreprise nantaise, créée vers 1930, spécialisée dans la chaussure (semelles) absorbée en 1956 par la Société SALPA (Groupe français spécialisé dans le caoutchouc), elle-même absorbée en 1974, par HUTCHITSON qui est contrôlée par la Compagnie Française du Pétrole, TOTAL.

L'entreprise DUBO envisage de fermer ses portes, et 192 travailleurs risquent de se retrouver sans emploi.

UNE POLITIQUE DE RESTRUCTURATION

Pour les sections syndicales, CFDT, CGT, CGC, il s'agit là d'une opération de restructuration n'ayant rien à voir avec un quelconque manque de travail.

En effet, au moment où le C.E. est informé des licenciements, l'entreprise a des commandes importantes ; l'entreprise investit, et de nouvelles fabrications sont prévues.

En juin 1976, le Conseil d'Administration a pris la décision de transférer les ébauches pour chaussures à NANTES afin de compléter les fabrications de cette usine.

LA CGT et la CFDT DENONCENT le patronat du Caoutchouc qui profite de la crise économique actuelle qu'il a lui-même créée pour se restructurer afin de faire plus de profits en licenciant et fermant les usines, suivant en cela, les conseils de CEYRAC,



192 LICENCIEMENTS

patron du CNPF, avec l'accord de BEULLAC, ministre du travail.

Dans la CHIMIE, cette situation n'est malheureusement pas particulière au caoutchouc ; les restructurations des groupes pétroliers, des fabricants d'engrais, se traduisent par plusieurs milliers de suppressions d'emplois.

TRAVAILLER ET VIVRE AU PAYS

Les travailleurs de chez DUBO, refusent d'être considérés comme des pions que l'on déplace en fonction de décisions prises au fond de quelques bureaux par des Conseils d'Administration n'ayant aucun contact avec l'usine dans le seul but du profit.

Les travailleurs du DUBO, avec leurs organisations syndicales, n'acceptent pas la fermeture de leur entreprise. Ils veulent continuer à travailler et à vivre à Nantes, dans des conditions de travail normales et avec des salaires décents.

LES TRAVAILLEURS DE L'ENTREPRISE DUBO
MENERONT L'ACTION AFIN DE :

VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS.

Syndicat des industries chimiques CGT-CFDT-CGC

Les travailleurs de DUBO, ont manifesté *mercredi 29*, à Nantes, contre la fermeture de leur entreprise - 450 personnes, qui s'ajoute à la liste déjà longue des fermetures de PME dans la région (Gautier, Nacoma, etc...)

BIG CHIEF (VENDEE)

UNE DEMI-HEURE DE TRAVAIL EN PLUS PAR JOUR
REMISE EN CAUSE DU 13^e MOIS
LICENCIEMENT DE DELEGUES SYNDICAUX

ELLES SONT 226 POUR LA GREVE ILLIMITEE

Tout le monde se souvient de la longue lutte des travailleurs de BIG CHIEF contre leur licenciement au début de l'année 1975.

Dix semaines de luttes pour aboutir au rachat de la boîte par BIDERMAN, le numéro 1 du vêtement.

Rachat largement facilité par les douze millions de francs accordés par le gouvernement.

Tout cela pour arriver au bout du compte, à ce que les travailleuses paient la note par les licenciements et la remise en cause des avantages acquis.

Depuis cette politique ne s'est pas démentie :

- Pour les mensuelles, remise en cause du 13^e mois, suppression de la prime de vacances, modification des calculs d'ancienneté.

- Modification des catégories.

- Suppression des cinq jours de congé par an pour enfant malade.

- Les travailleuses luttent aussi pour l'amélioration des conditions de travail, la suppression des heures supplémentaires obligatoires.

A ce tableau, il faut ajouter, le chantage à l'emploi et le licenciement de délégués syndicaux : un à Paris, un à la Roche sur Yon, et aussi une demi-heure de travail de plus par jour, pour avoir d'hypothétiques vacances de Noël.

Quand on connaît la politique de BIDERMAN, on peut se demander si ces jours de congés seront accordés un jour...

Les travailleuses sont donc décidées à entrer de nouveau en lutte.

Réunies en Assemblée Générale, elles ont voté sur deux propositions :

- L'une de la CGT, deux heures de débrayage par jour (à noter que la CGT est largement majoritaire),

- une autre de la CFDT, pour la grève illimitée.

Les résultats du vote donnent :

226 voix pour la proposition de la CFDT,

36, pour celle de la CGT,
75 voix pour une grève de 24 H,
115 voix pour qu'il n'y ait aucune action.

Jusqu'à présent, BIDERMAN oppose une fin de non-recevoir.

- CORRESPONDANT -

(article paru dans "Rouge" du 6-01-77)

CONFÉRENCE DE PRESSE DE LA MÉTALLURGIE CGT CFDT

"Il est de notre responsabilité syndicale de dénoncer le démantèlement de la métallurgie nantaise, car cette situation conduira inéluctablement à un appauvrissement général de la région nantaise.

"Notre intention est de dénoncer la carence du syndicat patronal, incapable de présenter, même à moyen terme, des perspectives d'emploi."

La crise touche de nombreuses entreprises nantaises : Carnaud Nantes (112 licenciements et moins 400 personnes en 2 ans) ; Nantaise de Fonderies (réduction d'horaires et de l'effectif) ; Paris S.A. (99 licenciements) ; Sercel (réduction d'effectifs) ; Duarib (réduction d'effectifs) ; fermeture de la NACOMA (50 personnes) et de Gautier (120 personnes).

PRODUCTEURS DE GENISSES

nous voulons un financement adapté

Voici le compte-rendu d'une réunion qui a eu lieu le 9 décembre pour les producteurs de génisses du département.

Parmi les présents, nous remarquons une bonne représentation du Groupement de la Génisse de l'Atlantique, mais aussi de cinq groupes indépendants.

Au début de la réunion, un large échange de vue s'engage sur les thèmes que chacun aimerait voir discuter : pratique sanitaire (certains souhaitent apprendre à faire des intraveineuses, des massages d'ovaires...)

Harmonisation du prix de la génisse entre les groupes : l'ensemble souhaite que les prix de rétrocession s'accordent, car actuellement existe une compétition entre les groupes qui est préjudiciable aux éleveurs.

Mais tout le monde s'accorde pour aborder la question du financement des élevages de génisses.

Nous rappelons que lors de notre précédente rencontre, nous avons décidé de demander à la Caisse Régionale du Crédit Agricole de la rencontrer pour discuter de nos problèmes. Celle-ci nous a répondu qu'elle ne voulait pas nous recevoir, mais que nous pouvions lui écrire nos revendications.

Nous voulions aborder les problèmes globalement, mais compte tenu de l'attitude du Crédit, nous envisageons aussitôt d'étudier trois ou quatre cas difficiles dans le département, et après une réunion des éleveurs, les présenter au Crédit.

L'action syndicale évite le licenciement d'une famille

Nous n'en n'avons pas eu le temps, car le Crédit envoie un huissier pour saisir les comptes bancaires d'un de nos collègues producteur de génisses. Ce producteur explique les raisons apparentes, mais aussi les raisons de fond de cette nouvelle attitude du Crédit.

Il s'agit en effet, pour la Caisse Régionale d'essayer de démontrer aux autres producteurs que la production de génisses n'est pas rentable.

Heureusement, pour ce producteur, la solidarité de ses naisseurs, d'éleveurs du département, de voisins, du syndicat local et du groupe Paysan-Travailleurs du secteur ont permis de demander des explications à la Caisse locale, de récupérer la mainlevée de la saisie-arrêt, ainsi que la garantie que le dossier de cet exploitant soit revu.

Ce qui, ce jour, est pratiquement réalisé.

Cette action démontre que la rentabilité d'un secteur n'est pas un argument solide pour larguer une exploitation mais que par contre, l'action syndicale sur le Crédit évite le licenciement d'une famille.

Ce cas concret permet facilement d'introduire le débat sur le financement de la production.

Deux comptables du Centre de Gestion, notamment de l'A.F.O.C. en Vendée, nous présentent les ressources de deux éleveurs de génisses du département :

- L'un ayant plus de 30 % d'auto-financement et l'autre en ayant moins de 10 %.

.../...

Dans les deux cas, nous remarquons que plus de 50 % des besoins sont financés par des courts termes.

On nous présente des essais de financement avec des moyens termes dix ans, quinze ans. On se rend compte que cela augmente la dépense annuelle en trésorerie de 8 000 F pour dix ans, et de 2 000 F pour quinze ans. Par contre la capitalisation est importante et permet de se rapprocher de la structure de financement des producteurs de lait.

Que veut-on obtenir ?

DE L'ARGENT A MOINS CHER ET UNE SECURITE POUR L'OBTENIR DU CREDIT.

Beaucoup parlent des possibilités que donnent les prêts FORMA pour la production bovine. Pourquoi n'obtiendrions-nous pas ces avantages pour la fabrication de génisses ? Si nous ne pouvons obtenir des prêts à très long terme (+ 15 ans), nous devons obtenir une attribution automatique dans les courts termes.

Le montant des financements

Pour le jeune l'auto-financement n'est pas possible et il est absolument inadmissible qu'un jeune producteur de génisses ne puisse prétendre utiliser son prêt "Jeune Agriculteur". Il est évident que les annuités progressives (comme pour les prêts Habitat) sont à exiger.

Pour les exploitations en croisière, il faut que nous obtenions 2 600 F par génisse présente. Dans certains cas, il sera nécessaire d'obtenir un financement de 400 F par génisse pour le stockage des aliments.

Ces revendications doivent pouvoir être formulées près du Crédit et permettre de trouver des

terrains d'entente.

Une lettre au Président du Crédit Agricole est envoyée pour lui demander de le rencontrer.

Notre prochaine réunion aura lieu le 6 janvier 1977 à 14 H à Nantes. Au programme :

- Bilan de l'action vis-à-vis du Crédit.
- Présentation chiffrée de la parité de revenu entre les naisseurs et les éleveurs.
- Action pour harmoniser les prix sur le Département.
- Discussion sur les critères de production (croissance, poids et âge à la sortie, mais aussi à l'entrée, conditions sanitaires, inséminations).

Prosper MENET (FDSEA)
Jean BREHERET (Paysans-Travailleurs)

(Texte publié également par le Paysan)
Nantais, journal FDSEA-44

COMMUNIQUÉ

Réunis à l'initiative de la FDSEA et

des P. T. les producteurs de génisse de Loire Atlantique communiquent (7/01/77) :

"Suite à une demande de rencontre au Crédit Agricole, les producteurs reçoivent une réponse de non-recevoir. Les producteurs dénoncent cette attitude de la part du Crédit, et indiquent que ce n'est pas la discussion uniquement avec les présidents de groupements qui est de nature à faire évoluer les problèmes financiers des producteurs de génisses, mais la rencontre avec les producteurs intéressés eux-mêmes. A cet effet les éleveurs de génisses exigent une rencontre rapide avec le Crédit sinon ils sont décidés à la provoquer. Ils rappellent qu'ils sont toujours décidés à obtenir :

- de l'argent à moins cher et une sécurité pour l'obtenir du Crédit ..soit 2 600 F. par génisse et 400 F. par génisse pour le stockage des aliments."

Sections producteurs de génisses de la FDSEA et des Paysans Travailleurs.

SESSIONS DE FORMATION ET DE RECHERCHE

Au début de l'année 1976, une équipe de militants provenant du mouvement Paysan-Travailleur, de la FDSEA, du MRJC et des salariés de l'Agriculture se sont retrouvés pour organiser des actions de formation.

Suite à une réunion générale en Octobre dernier, une équipe a été chargée de mettre en place des sessions de formation et de recherche.

Cette équipe vous propose deux sessions de deux jours chacune, ayant pour thème :

1ère SESSION :

L'EVOLUTION DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES ET LE COMPORTEMENT DES PAYSANS A LEUR EGARD.

Le jeudi 20 et le vendredi 21 JANVIER 1977.

2ème SESSION :

LA PROPRIETE FONCIERE ET LE MOUVEMENT PAYSAN.

Le jeudi 3 et le vendredi 4 MARS 1977.

des sessions de deux jours, pourquoi ?

Il s'agit de sessions de formation et de recherche pour permettre à chacun d'avoir un certain recul dans l'action, et aussi pour bénéficier au maximum de la richesse d'un travail de groupe.

ces sessions s'adressent à qui ?

A tous les paysans et salariés de l'Agriculture qui s'intéressent aux difficultés qu'engendre le capitalisme en agriculture.

Pour bénéficier à plein de ces sessions, il est souhaitable de passer les deux journées ensemble, c'est pourquoi, nous organisons une veillée et que

nous prévoyons la possibilité du couchage.

La participation aux frais est fixée à 100,00 F (repas, couchage).

Les inscriptions sont à envoyer à :

JEAN MARTIN - La Planchette -
MONTBERT - Tél. 26.73.43.

AVANT LE 15 JANVIER

PROGRAMME des sessions de formation et de recherche

PREMIERE SESSION ; 20 et 21 Janvier

Lieu : Les Naudières - REZE.

Thème : L'évolution des industries agricoles et alimentaires, et le comportement des paysans à leur égard.

PROGRAMME

Première journée :

- Matin : Les firmes de la région :
10 h : Présentation de l'Association et de la session.

10 h 30 : Exposé suivi d'un bref débat, sur la géographie de l'industrie agro-alimentaire de la région : monographie, implantation, grandes orientations des firmes de la région. (avec D. LHOSTIS - INRA NANTES).

- Après-Midi : L'histoire du syndicalisme vis-à-vis des I.A.A.

14 h30 : Bref rappel des grandes dates de l'histoire du syndicalisme agricole depuis le début du siècle.

15 h : L'action du syndicalisme paysan de la région pendant la période 1958-1970 : comment les militants paysans ont-ils perçu le phénomène de l'industrialisation et comment ont-ils réagi ?

Exposé et discussions en carrefours avec B. LAMBERT et J. PELE.

.../...

7 PAYSANS

- en soirée :

20H30 : diapos et discussion sur la coopération en système socialiste, avec des paysans qui sont allés en Chine et en Albanie.

Deuxième journée :

- matin :

9 H : comment le capitalisme est-il présent dans l'agriculture ?

- * les I.A.A.
- * les banques (Crédit, Unigrain)
- * l'Etat
- * les liens qui les unissent
- * comment intervient le capital dans les exploitations ?

Avec C. SERVOLIN, INRA de Paris - discussion en groupes.

- après-midi :

14 H : quelles réponses peuvent apporter les paysans face à l'exploitation de leur travail par le capital ?

débats en groupes et mise en commun.

Bilan de cette première session.

DEUXIEME SESSION : 3 et 4 mars 1977

Thème : LA PROPRIETE FONCIERE ET LE MOUVEMENT PAYSAN.

Projet de programme : (qui n'est pas encore élaboré et qui tiendra compte des acquis de la première session).

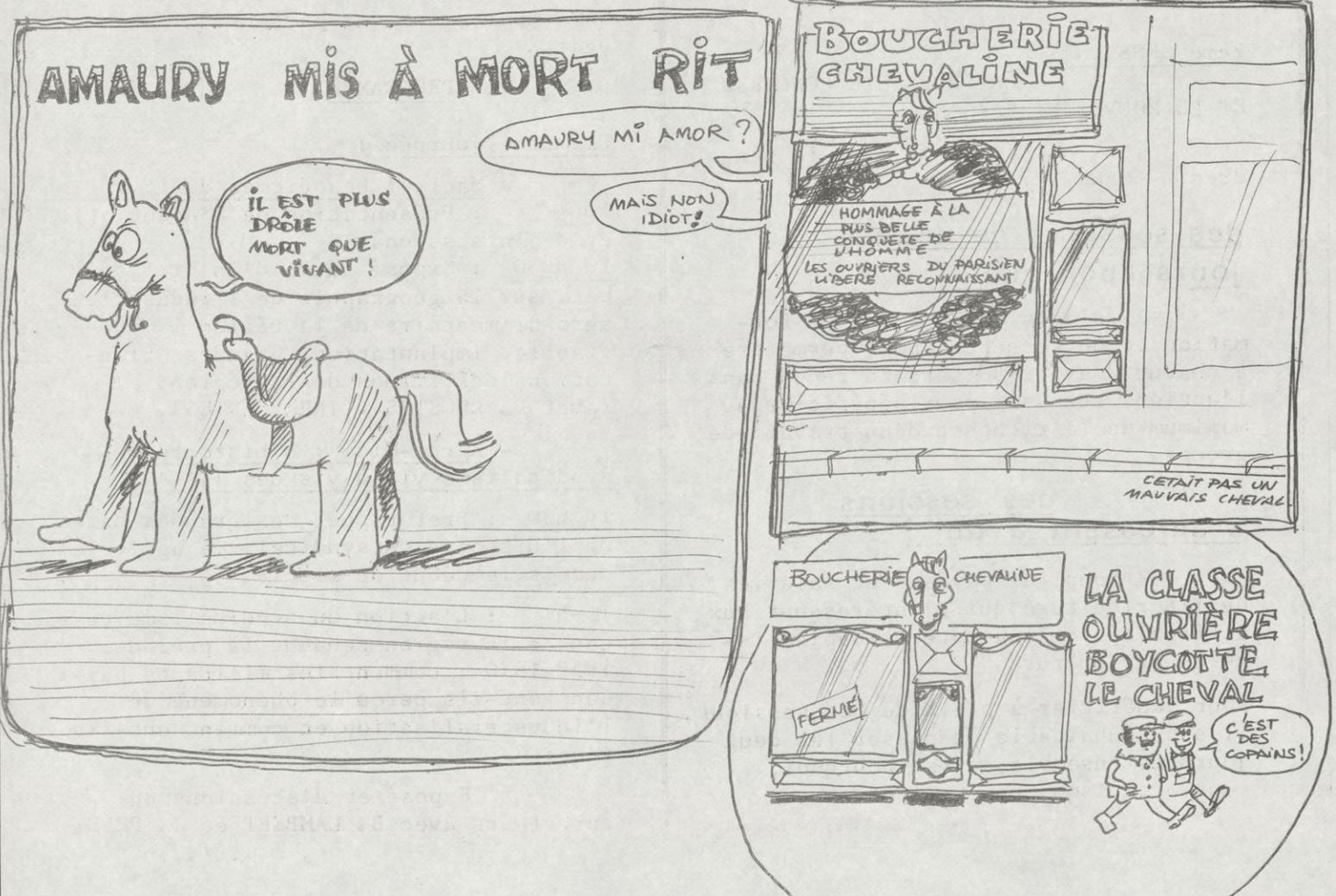
- le statut du fermage et la lutte des fermiers, des métayers depuis 1946 (avec d'anciens syndicalistes) ;

- l'inventaire des luttes foncières dans la région depuis 1960 ;

- l'histoire de la propriété foncière depuis la révolution de 1789 ;

- quelle stratégie pour une autre forme de propriété ?

CETTE SEMAINE ON VOUS A EVITE ÇA EN COUVERTURE :



LAIT

Un compte-rendu plus détaillé sera rédigé par l'équipe d'animation pour les 15 jours et envoyé la semaine prochaine. Des éléments sur la conférence de presse qui a suivi le collectif sont parus dans O.F. et Presse Ocean. A signaler tout de suite: les tournées entières qui passent de A en C, et la possibilité de contrer ça. Le parallèle est établi avec les déclarations de Bonnet sur le vin: "producteurs de bibine...qu'ils crèvent!". Coresponsabilité: c'est là-dessus que se sont produites les bagarres de Redon 67, c'est seulement maintenant qu'ils s'appretent à passer à l'acte. Décisions: réunion de canton La Chapelle. Réunion par firme (colarena; cana) autour de St Gildas etc.. Propositions en cours pour la cana ancenis-nort

FINANCES

Le problème reste posé dans son entier. Trop d'équipes n'ont pas fait parvenir leur réponse? La Chapelle, Aigrefeuille, Coueron contestent la cotisation individuelle. On attend d'urgence une position des équipes absentes au collectif: Nozay, Derval, Ancenis, Nort, Clisson, Blain.

JEUNES

Le travail est commencé. Contacter Joel Brun, J Cl Lambert, urvoy ou Ch Templier.

FONCIER

Commission Foncière: travail sur répertoire et bilan de Cheix. *La commission sera convoquée pour démarrer la semaine prochaine*

PAILLE

Le collectif prend une position claire, et appelle tous les PT, même quand ils ne représentent localement que de petits groupes, à s'aligner en pratique sur la position de St Gildas: 20 ct, pas un sou de plus, et retrait des amendes. entrer en contact direct avec eux.

L'animateur est toujours à mi-temps.

1944

1945

1946

1947

1948



Le CRIN organise trois jours d'information sur le nucléaire à NANTES.

VENDREDI 14 JANVIER :

Débat et projection du film : "Condamnés à réussir".

(Bourse du Travail, rue Arsène Jelloup - 20 H 30).

SAMEDI 15 JANVIER :

Forums à partir de 14 H 30 au foyer des jeunes travailleuses -Place Viarme-

- Nucléaire et santé,
- Nucléaire : quel choix de société ?
- L'aménagement de la Basse-Loire : industrialisation, pollution. Un stand du comité de défense de l'environnement du Pellerin, qui expliquera sa lutte.
- Et une exposition permanente sur le nucléaire.

DIMANCHE 16 JANVIER :

Suite de l'exposition au Foyer des jeunes Travailleuses.

NON A LA CENTRALE DU PELLERIN.

NON AU PROGRAMME ELECTRO-NUCLEAIRE.

Comité Régional de
L'information nucléaire.

TRACT

A Nantes, trois jours d'information sur le nucléaire.

UNE CENTRALE DE 5 200 MEGAWATTS DOIT ETRE IMPLANTEE AU PELLERIN à 15 KM DE NANTES.

UN SITE NUCLEAIRE C'EST :

- Un danger permanent pour les populations locales (contaminations).
- Un réchauffement de l'estuaire de la Loire, donc une pollution croissante de celle-ci.

- Des expropriations, c'est-à-dire des terres agricoles en moins.

- Beaucoup de risques pour peu d'emplois nouveaux.

Le 9 octobre 1976, une manifestation au Pellerin, de plus de 3 000 personnes a dit Non à la Centrale.

SEULE UNE MOBILISATION DE MASSE POURRA FAIRE ECHEC A CE PROJET.

Une Centrale c'est bientôt :

- Une usine d'enrichissement à Lavau,
- Un surrégénérateur, type super-Phénix dans la région.

Le programme électro-nucléaire français, C'EST AUSSI L'EXPORTATION D'USINES NUCLEAIRES A L'ETRANGER :

Pour les pays fascistes comme l'Iran, l'Afrique du Sud,...

D'UNE CENTRALE PEUT SORTIR UNE BOMBE l'atome pacifique se confond avec l'atome militaire.

LE PROGRAMME NUCLEAIRE FRANCAIS ET ETRANGER :

- C'EST UNE QUANTITE ENORME DE DECHETS et l'engorgement de l'usine de la Hague où les travailleurs ne veulent plus subir ce pari dans de telles conditions de travail.
- C'EST AUSSI UN DEVELOPPEMENT DU SYSTEME POLICIER, MILITAIRE, ET DE SES CONSEQUENCES .

DECIDONS DE NOS BESOINS EN ENERGIE ET DE L'UTILISATION DE CELLE-CI.

LE PROGRAMME NUCLEAIRE REpond, LUI, AVANT TOUT AUX BESOINS DE PROFIT DES MULTINATIONALES.

REFUSONS-LE.

POURQUOI NOUS N'AVONS PAS FAIT GRÈVE

— LE SYNDICAT DE LA MÉDECINE GÉNÉRALE —
— CONTRE LE CORPORATISME MÉDICAL —

Après la décision du SMG de ne pas s'associer à la grève du 22 décembre dernier, lancée par la C.S.M.F. (Confédération des Syndicats des Médecins de France), syndicat auquel est affiliée la grosse majorité des praticiens, des réactions bizarres ont été relevées dans certaines publications de gauche, et certains milieux syndicaux.

Ca nous a coupé le souffle : "Pour une fois que les médecins faisaient grève, le SMG aurait pu être solidaire..." (Norbert Bensaïd - Nouvel Observateur).

Nous rappelons donc, que cette grève affreusement corporatiste visait uniquement la justification du dépassement d'honoraire et constituait une pression sur la Sécurité Sociale pour l'augmentation du tarif de conventionnement.

En aucun cas, il n'a été fait allusion dans ce mouvement, à l'amélioration de la distribution des soins pour la population, et à fortiori, l'amélioration de la santé des Travailleurs.

Le SMG refuse le paiement à l'acte :

- parce qu'il subordonne les soins au profit du Médecin.
- Parce qu'il empêche une politique de prévention indispensable actuellement pour l'amélioration de la Santé des Travailleurs.

Le médecin et la Médecine restent un des Mythes, pilier du pouvoir capitaliste en place. Mythe que la popu-

lation, même militante, ne semble pas décidée à combattre.

RAPPEL :

Le SMG dispose d'un film sur les médicaments pendant tout le mois de février (35 mm Super 8 sonore).

Ce film remet fondamentalement en cause le mythe du médicament qui guérit tout, et l'ordonnance qui permet de clore habilement une consultation... sans résoudre les problèmes.

Ce film est destiné à provoquer des débats sur la santé dans les quartiers. Un certain nombre de projections sont prévues.

Si certains groupes sont intéressés :
Tél. 76.45.65.

Prix d'une consultation..... 32,00 F
Remboursement SS 75 %..... 24,00 F
RESTE POUR LE PARTICULIER..... 8,00 F

Si dépassement honoraire..... 35,00 F
Remboursement SS, 75% de 32 F.... 24,00 F
RESTE POUR LE PARTICULIER..... 11,00 F

Revenu Brut du Médecin généraliste en Loire Atlantique :
20 000 F:mois environ.

Temps de consultation moyen :
10 minutes environ.

Correspondant S.M.G.

LES FRANCS ET FRANCHES CAMARADES ?

Plus communément appelé :

"FRANCAS"

Vous les avez peut-être vus lors de la Fête de "L'Erdre pour tous" (1er mai 1976) au cours d'une animation enfants fort réussie.

Vous vous demandez peut-être qui est ce mouvement ?

Il s'agit bien d'un Mouvement, regroupant des adhérents individuels et collectifs (par exemple des associations) qui ont pour mission la défense des intérêts de l'Enfant.

Regroupés dans une fédération - qui est sur le département de Loire-Atlantique la première fédération de Centre de Loisirs - les Francas se proposent, en référence à un idéal laïque, d'œuvrer pour "la formation d'un individu le plus libre possible dans une société la plus démocratique possible."

C'est un mouvement indissociablement pédagogique et politique. Sa volonté est de regrouper les coéducateurs (animateurs, parents, instituteurs...) pour une éducation globale de l'enfance.

Bien sûr, la société capitaliste est un obstacle à la réalisation des objectifs des F. F. C. mais dès à présent, il est nécessaire d'œuvrer pour l'obtention d'une loi-programme en faveur de l'enfance.

Concrètement sur le département de Loire-Atlantique, les F.F.C. :

- regroupent plus de 30 associations organisatrices de centres de loisirs (centres aérés, centres de quartiers, camps d'adolescents...);
- plus de 1 000 animateurs (moniteurs) en période estivale pour l'animation de ces centres ;
- forment environ 500 stagiaires lors de stages habilités par le Jeunesse et les Sports...

1 SEMAINE D'ACTION FFC

du 10 au 15 Janvier 77

* Mardi 11 janvier : débat public au centre social de Malkoff, Nantes, 20H30.

- thème : "Espace de jeu -espace scolaire - cour d'école" animé par André Danancher.

* Mercredi 12 janvier : Maison de la Presse, rue Jean Jaurés, Saint-Nazaire, de 10 heures à 18 heures.

- présentation et vente de la documentation F.F.C.

* Mercredi 12 janvier : (après-midi) au centre de loisirs de la Paquelais à Orvault (44700)

- fête de quartier afin de soutenir une association de quartier sans moyens.

* Jeudi 13 janvier : Centre Jean Macé 90 rue du Préfet Bonnefoy à Nantes à 19H30.

- conférence de presse : "la place de l'enfant dans un programme socio-éducatif communal".

* Samedi 15 janvier : Maison des Jeunes de Rezé.

- exposition de travaux d'enfants dans le cadre de l'Assemblée générale à 15 heures.

Que les personnes intéressées n'hésitent pas à venir s'informer.

Pour tout contact : notez bien l'adresse des "Francs et Franches Camarades"
18 rue de la Carterie
44000 NANTES

téléphone : 71.95.34.

Correspondance A.P.L.

CFDT

L'U.F.F.A. (fonctionnaires de la CFDT) appelle tous ses militants et adhérents à une réunion-débat le jeudi 13 janvier à 18 heures, 37 rue Lamoricière.

Il y sera débattu : du plan Barre et des moyens de lutte contre ce plan qui veut faire payer la crise aux travailleurs.

"CULTURE ET LIBERTÉ"

et les ELECTIONS MUNICIPALES

A l'approche des élections, nombreux sont ceux qui se posent des questions sur le rôle des élus locaux, sur la marge de manoeuvre dont dispose une municipalité face à l'Etat ; sur les initiatives qu'elle peut prendre en matière d'équipement, d'urbanisme, d'animation et d'information de la population...

Pour tous ceux (individus ou groupes) qui désirent s'informer et débattre sur la vie municipale, Culture et Liberté organise un week-end au Foyer du Jeune Travailleur à Nantes, 9, boulevard Vincent Gâche, les 5 et 6 février, du samedi midi au dimanche midi.

Un dossier sur ce sujet a été préparé.

Il pourra être remis à l'avance aux participants (Prix : 5 F).

Il comprend une série de fiches avec en particulier des exemples pris dans le département.

Frais de participation : 15,00 F

UN STAGE "LÉGISLATION SOCIALE" 7 - 11 Mars

Un stage "Législation sociale" s'ajoute à notre programme de cette année.

Il aura lieu à Nantes, du 7 au 11 mars.

Programme :

- Textes sur lesquels s'appuie la législation sociale.
- L'emploi (contrat d'embauche, licenciement, chômage).
- Conditions de travail (salaires, congés, hygiène et sécurité).
- Le personnel dans l'entreprise (délégués du personnel, C.E., la section syndicale).
- La sécurité sociale : histoire, organisation, problèmes actuels.

Il s'agit d'un stage d'initiation, ne demandant pas de connaissances juridiques particulières.

La méthode de travail sera très concrète : elle s'appuiera sur les problèmes que les stagiaires rencontrent dans leur vie quotidienne, et sur la documentation dont ils peuvent disposer.

AUTRES ACTIVITÉS

Ce stage peut être pris en congé éducation-ouvrière, cadre-jeunesse ou formation continue.

Dans tous les cas, il faut faire la demande à l'employeur UN MOIS AVANT LE STAGE.

Ceci vaut également pour les stages "Technique de l'Expression Orale et Ecrite" (14 - 18 février à Nantes), et "Comprendre la vie Economique" (9 et 13 mai à Nantes).

Nous signalons aux militants de la CSCV et de la CSF que le stage "Economies socialistes" se déroulera à Saint Herblain les 24 et 25 février et 3 et 4 mars ; Sur Rezé, les 25 et 28 avril, et 2 et 3 mai.

Le stage "Techniques d'Expression" sur Rezé, aura lieu les 21 et 22 avril, et les 5 et 6 mai.

Pour tout renseignement :

CULTURE ET LIBERTE
30, rue de la Boucherie
44000 NANTES

Nouveau N° Tél. 71.35.24.

BASQUES - YEU - BASQUES - YEU - BASQUES - YEU**PONIATOWSKI REFUSE DE SUSPENDRE L'ASSIGNATION A RESIDENCE DES NEUF BASQUES**

Paris, le 28 décembre (AFP)

M. Poniatowski, ministre d'Etat ministre de l'intérieur a refusé "de faire cesser d'urgence" l'assignation à résidence concernant neuf Basques qui séjournent dans l'île d'Yeu depuis le mois d'octobre.

Cette demande avait été formulée par M. Le Pensec, député du finistère (PS-RG), dans une question orale. (...)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le comité nantais de soutien aux Basques détenus arbitrairement dans l'île d'Yeu proteste contre les déclarations diffamatoires de M; Poniatowski (du 28/12/76) en réponse à la question orale de M; Le Pensec, député socialiste du finistère. Les allégations du ministre de l'intérieur ne sont que des affabulations visant à justifier les séquestrations des Basques dont il est principalement responsable.

Les accusations de M. Poniatowski sont fausses, ce ministre lance des attaques sans aucun fondement, dans le but de convaincre que les basques seraient très dangereux et pouvoir, ensuite les expulser plus facilement.

Si les détenus de l'île d'Yeu avaient commis le moindre des délits que leur reproche Ponia, ils auraient été jugés et condamnés depuis longtemps. En réalité, ce dossier, comme bien d'autres est vide..

Déjà deux des basques assignés à résidence ont été libérés, après deux mois et demi de détention arbitraire ; ce qui montre la fausseté des déclarations de Ponia.

En réalité il s'agit pour le pouvoir d'affirmer sa solidarité active avec les héritiers de Franco.

Pour cela et entre autres, il tente de justifier la répression en Espagne en affirmant qu'elle est nécessaire en France contre les mêmes personnes qu'il faut enfermer parce-qu'elles troubleraient l'ordre public.

Puis, M. Poniatowski, hypocritement, laisse entendre que les basques peuvent rentrer en Espagne alors que Carillo (Secrétaire général du P. C. E.) vient d'être arrêté..

Enfin, démagogique en prétendant assurer leur liberté jusqu'au bout, Ponia dévoile ses batteries :

il recherche activement un pays qui accepterait les réfugiés basques pour mettre à exécution les mesures d'expulsions qui frappent ces assignés à résidence, le ministère n'a rien trouvé de pire pour se blanchir les mains.

La véhémence de ces propos ne cache pas l'échec des mesures prises visant à isoler les basques, comme le prouve le développement de la solidarité; le comité appelle la population à s'opposer aux expulsions envisagées..



Le comité Nantais appelle à une manifestation le samedi 15 janvier 16 Heures Place du Change.

Une réunion de préparation aura lieu le mercredi 12 janvier à 21 H, Fraternité protestante.

Appel à un soutien financier :
à adresser à Guy FILLIOM
40 rue des Chataigniers
44 NANTES

MANIFESTATION DE SOUTIEN AUX BASQUES

Neuf Réfugiés politiques Basques sont actuellement en résidence surveillée à l'île d'Yeu.

Leurs conditions de séjours équivalent dans les faits à une détention



→
camouflée : une douzaine de policiers (DST et RG), une compagnie entière de CRS soit au total au moins 140 hommes qui sont affectés à leur surveillance.

C'est parce-que le ministère de l'Intérieur est incapable d'avancer la moindre preuve, et par conséquent de les faire condamner devant les tribunaux qu'il utilise cette procédure administrative contraire aux principes fondamentaux d'une "démocratie libérale".

Maintenant que Juan Carlos a obtenu son label de "Démocrate", les polices françaises et espagnoles collaborent au grand jour dans la répression du peuple basque qui revendique de plus en plus fort son droit à l'auto-détermination.

Un régime où le pouvoir (exécutif peut arrêter et détenir des personnes sans contrôle judiciaire ne respecte pas les principes fondamentaux sur lesquels repose une démocratie. C'est une pratique dictatoriale.

Le président national de la Ligue des Droits de l'Homme, qui s'est rendu le 29 décembre à la tête d'une délégation à l'Île d'Yeu, considère que "ces assignations à résidence constituent des violations évidentes des droits essentiels".

Aujourd'hui Ponia veut les expulser. Le droit d'asile politique est remis en cause. Il faut s'y opposer.

ENEZ NOMBREUX LE SAMEDI 15 JANVIER à 16 H PLACE DU CHANGE

(Près Decré)

Le comité de soutien nantais

GALA DE SOUTIEN AUX PEUPLES DU LIBAN ET DE LA PALESTINE

Si aujourd'hui plus qu'avant le besoin de faire un bilan sur la lutte que mènent conjointement les peuples libanais et palestinien est nécessaire c'est que l'ennemi des peuples est le même.

Car aujourd'hui, l'impérialisme et le sionisme ont pris un nouveau visage en divisant le monde arabe et en utilisant les régimes réactionnaires contre la Palestine.

Avec la caution de l'impérialisme américain et européen, ces régimes tentent de leur côté d'étouffer la voix du peuple palestinien et d'écraser la lutte que mène le peuple Libanais face à la bourgeoisie réactionnaire à la solde de l'impérialisme.

C'est pour cela que nous appelons toutes les forces démocratiques et progressistes à soutenir les peuples en lutte face à un ennemi commun : l'impérialisme et le capitalisme.

Nous dénonçons :

- la politique des régimes réactionnaires arabes ;

- la politique menée par ces régimes pour étouffer la voix du peuple palestinien, qui lui seul doit décider de son propre sort ;

- l'appui apporté par la Syrie à la bourgeoisie réactionnaire du Liban, et le silence complice des autres régimes arabes ;

- la passivité du gouvernement français face aux activités terroristes des services secrets israéliens sur le sol français contre des militants palestiniens.

Un militant émigré

TUNISIE

Appel à la réunion du comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie :

le jeudi 13 janvier 77 à 20H30

à la Fratèrnité protestante, 3 rue Amiral Duchaffault.

Ordre du jour :

- organisation du comité ;
- préparation du meeting du mois de février ;
- information.

GALA DE SOUTIEN AVEC FILM, DEBAT, FOLK, EXPOSITION.

Salle Bonnaire, rue Jules Verne

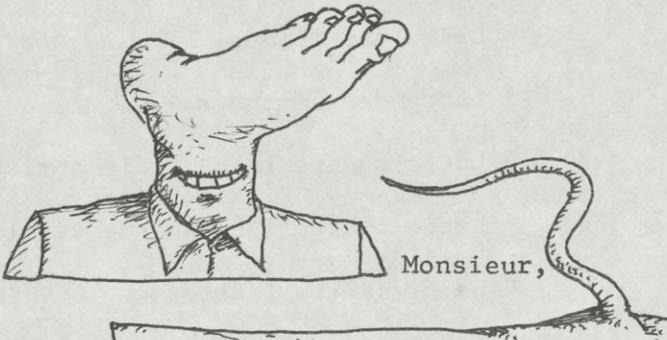
Jeudi 20 janvier à 20 Heures.

DOMINIQUE MONNIE
17, avenue du Parc de Procé
44100 NANTES

Nantes, le 24 décembre 1976

Tél. 73.72.97.

LETTRE OUVERTE à
Monsieur le Directeur du
Cinéma "L'APOLLO" de Nantes.



Monsieur,

Je suis la personne à qui vous avez offert une place gratuite à la séance de 20 Heures de "Belle et le Clochard", le mercredi soir, 22 décembre 1976 au cinéma "L'APOLLO".

Nous étions deux, alors pourquoi moi ?

Parce que moi je suis handicapé physique.

Vous avez beau jeu de faire le bon "Saint-Maritain" alors que dans votre cinéma qui vient juste d'être refait, il n'y a aucune salle accessible pour les personnes en fauteuil roulant.

En effet, après que vous m'ayez "généreusement" offert ma place, mon copain a dû monter les trois étages en me portant.

Je m'oppose à tout acte de pitié, de charité, de gratuité sous prétexte que le "bénéficiaire" est handicapé. Je suis contre les quêtes et tout ce qui y ressemble.

Tous ces actes n'améliorent en rien la condition financière des handicapés, ils ne font que repousser le problème.

Ce que je demande, ça n'est pas la gratuité d'une place de cinéma, c'est que l'on donne aux handicapés les moyens de gagner leur vie, et si leur handicap ne leur permet pas ou qu'en partie, c'est à l'Etat de compenser ce manque par une allocation qui les amènera au niveau de la moyenne des salaires.

Si vous voulez réellement "Faire Quelque chose" pour les handicapés, ne vous donnez pas bonne conscience en nous faisant la charité d'une place gratuite qui ne vous coûte rien, mais faites en sorte que toutes les salles de votre cinéma soient accessibles par un fauteuil roulant.

Vous n'êtes pas le seul en ce cas. Le "Gaumont" qui était totalement accessible se transforme en six salles, toutes avec des escaliers... Peut-on appeler ça un progrès social ?

Dans l'attente d'un changement (on peut rêver !) permettez-moi, Monsieur, de vous adresser tous mes vœux pour l'année 1977.

Dominique MONNIE

APPEL À LA CONSTITUTION D'UN COLLECTIF D'ACTION MUNICIPALE

Le 6 janvier s'est tenue une réunion, à l'initiative de l'OCT, regroupant des militants de plusieurs communes de l'agglomération nantaise, appartenant à divers mouvements de masse, pour faire le point de la situation dans la préparation des élections municipales.

Après avoir fait le tour des communes où des groupes travaillent, pour certains depuis plusieurs mois, il a été constaté :

- Le nombre important de luttes sur le terrain de la politique locale de la bourgeoisie nantaise.

- L'absence d'initiatives visant à faire apparaître l'expression politique de ces luttes populaires.

Pour réaliser cette expression politique il paraît essentiel :

- De partir des mouvements existants et du contenu anticapitaliste de leurs luttes.

- Mais également de faire apparaître de façon unifiée, la voix du camp populaire.
Ceci est d'autant plus important que l'absence d'initiative entraînerait la disparition des revendications des travailleurs et des quartiers populaires dans l'affrontement entre l'Union de la Gauche et la municipalité réactionnaire.

D'ores et déjà des thèmes de réflexion sont mis à l'étude :

- * Santé et Médecine de classe.
- * Lutte des femmes.
- * Lutte des Immigrés.
- * Lutte contre le contrôle social.
- * Lutte contre l'urbanisme de classe.
- * La fiscalité locale.

Cette liste n'est, bien sûr, pas close.
Et on appelle l'ensemble des militants de quartier, d'associations de militants syndicalistes ou politiques intéressés à constituer un

COLLECTIF D'ACTION MUNICIPALE

qui se chargerait de réfléchir sur ces thèmes et d'autres, et d'organiser l'intervention dans la campagne électorale et éventuellement de constituer une liste.

REUNION

JEUDI 20 JANVIER à 20 H 30

(Fraternité Protestante rue Amiral Duchaffault).

Les Participants à la réunion
du 6 janvier 1977.

GILLES Sezvat
MAIRE DE NANTES ?...

Pour les prochaines élections municipales de Nantes, l'U.D.B. (Union Démocratique Bretonne) a décidé de présenter une liste homogène aucun accord n'ayant pu intervenir avec le P.S., le P. C. et le M.R.G.

Gilles SERVAT sera en tête de cette liste.

Quand l'extrême-droite juge St. Nazaire ...

TRAVAILLEURS, ATTENTION, LE FASCISME N'EST PAS MORT!

Qu'est donc devenu le bon sens du peuple français ?

A Saint-Nazaire, deux entreprises importantes, les Chantiers de l'Atlantique et les Ateliers et Forges de l'Ouest, l'une construisant des navires géants, l'autre réparant les bateaux, sont inquiètes pour leur avenir, les carnets de commandes n'étant plus assez garnis (-.-)

Pour les travailleurs, la réaction naturelle serait donc que chacun participe à l'effort de leur entreprise pour surmonter la crise en commençant par livrer au plus tôt à la clientèle tout ce qui est terminé. C'est du simple bon sens, mais les syndicats politisés ont d'autre but que le bien-être des ouvriers français, ils font le jeu de la subversion comptant sur la misère pour leur fournir des émeutiers, et le "Bellamy", pétrolier géant, qui aurait proclamé sur toutes les mers le prestige de la construction navale nazairienne, est retenu sur place par des grévistes ainsi que le "Fructidor", autre pétrolier qui, réparation terminée, encombre inutilement la forme Joubert.

Conséquence immédiate : fermeture temporaire des Chantiers.

Conséquence plus lointaine : gros risque de fermeture définitive des Chantiers, 10 700 familles sans gagne-pain, toute la population de Saint-Nazaire gravement touchée et les Chantiers étrangers qui paviseront. **"DE GRÉ OU DE FORCE..."**

Les corporations, remplaçant la funeste lutte des classes par la solidarité de tous les travailleurs avec leur entreprise sont seules en mesure de satisfaire les justes aspirations des travailleurs.

Elles empêcheraient l'intrusion des étrangers dans nos affaires.

De gré ou de force, il faudra bien revenir à cette organisation sociale qui a fait ses preuves au cours des siècles ou accepter que les syndicats politisés, trop puissants dans un Etat trop faible, mènent l'économie française à sa ruine.

Le plus tôt sera le mieux !

(Extraits d'un article de Ouest-Tradition, journal royaliste)

CINEMA

CINEMATHEQUE

LANG - GODARD

SALLE VASSE

- Le mardi 11 janvier 1977 "Les espions" de Fritz Lang.

Ce film méconnu à sa sortie, apparaît aujourd'hui une oeuvre essentiellement moderne, mélange de styles naturaliste, film d'aventures américain, dans laquelle la psychologie des personnages tient une place importante.

- Le jeudi 13 janvier : "Le gai savoir" de Jean-Luc Godard.

Ce film date d'avant 1968 et est resté inédit puisque l'ORTF s'était formellement opposée à sa diffusion (elle en était le producteur).

YA PAS QUE LES LENDEMAINS
DE REVEILLON QUI FONT DEGUEULER



POLITIQUE HEBDO
COULE...
SAUVONS LE !

IL FAUT UN MILLION DE
FRANCS DANS LES
HUIT JOURS

chèques postaux PH CCP la Source
Politique Hebdo: 3276099
14, 16 rue des petits Hôtels 75010 PARIS

